



COLLOQUE



LA RECHERCHE SUR LES ESCLAVAGES DANS LE MONDE : UN ÉTAT DES LIEUX

7 - 9 NOVEMBRE 2022
Agence Universitaire de la Francophonie
Campus UCAD - Dakar - Sénégal



SÉQUENCE 6

ACTIONS ÉDUCATIVES ET CITOYENNES AUTOUR DES ESCLAVAGES

Lotte PELCKMANS

University of Copenhagen, Danemark

« Commémorer et problématiser l'esclavage par ascendance à travers l'activisme sur le continent africain : un bilan »

INTRODUCTION

Cette contribution aborde le rôle de la mémoire autour de l'histoire de l'esclavage interne en Afrique dans des mouvements anti-esclavagistes en Afrique francophone. Les mouvements dite anti-esclavage en Afrique francophone étudié ici, se disent d'opposer des formes d'esclavage interne en Afrique (et non issue de la traite transatlantique). D'autres mouvements anti-esclavagistes dans l'histoire globale qui ont luttée ou luttent encore plusieurs types d'esclavages (moderne, contemporain, transatlantique, etc) ne seront donc pas abordés ici.

L'activisme anti-esclavagiste africain est compris ici comme toutes sortes d'actions collectives initiées par les Africains pour lutter contre l'esclavage fondé sur l'ascendance et ses séquelles sur le continent. Il s'agit de formes organisées de mobilisation, de sensibilisation, d'éducation et de conscientisation, de travail de plaidoyer, d'activités violentes et pacifiques qui visent à apporter des changements à l'esclavage fondé sur l'ascendance africaine et au racisme qui en est l'une des conséquences au fil du temps. Je n'aborderai pas les initiatives qui luttent contre l'esclavage moderne (la servitude pour dettes, le travail des enfants, le travail forcé, la servitude sexuelle et la traite des êtres humains), même si celles-ci sont souvent des transformations d'anciennes formes d'esclavage.

Historiquement, l'esclavage a touché toutes les régions d'Afrique, mais son abolition effective a présenté des grandes variations qui ont également eu un impact évident sur les différents résultats et héritages de l'esclavage aujourd'hui. L'existence de mouvements anti-esclavagistes africains est, bien sûr, étroitement liée à la persistance de l'esclavage fondé sur l'ascendance (Pelckmans et *al*, 2021).

Les mouvements sociaux anti-esclavagistes africains ont émergé dans des contextes où certaines pratiques d'exclusion et les stigmates associés au statut d'esclave restaient particulièrement tenaces. Les stigmates de l'esclavage entravent souvent l'accès des personnes à la mobilité sociale ainsi que leur accès à la propriété foncière, à l'héritage, à la représentation politique ou aux positions religieuses.

CARTOGRAPHIE DE L'ACTIVISME ANTI-ESCLAVAGISTE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Je vais donner ici un aperçu régional de l'activisme anti-esclavagiste africain. Compte tenu des lacunes et des limites des données disponibles dans de nombreux pays, il est probable que des associations, des comités, des organisations ou des mouvements antiesclavagistes nationaux ou locaux soient négligés. Tous les mouvements ne sont pas visibles/actifs sur l'internet, ne sont pas rapportés par les médias (internationaux), ne sont pas enregistrés en tant qu'organisations associatives formelles, ni étudiés par les chercheurs. Ainsi, les mouvements présentés ci-après ont, d'une manière ou d'une autre, fait l'objet d'une couverture médiatique internationale ou d'un travail scientifique auquel l'auteure de ce texte a été exposé. Leurs actions reflètent l'agence collective de différents types de citoyens africains pour résister aux pires formes de discrimination et aux conséquences sociales et politiques de leurs liens avec le passé esclavagiste, malgré l'abolition légale des traites et de l'esclavage domestique.

I - L'AFRIQUE DU NORD

En Afrique du Nord, les attitudes et les pratiques discriminatoires à l'égard des personnes d'origine subsaharienne - qu'elles aient ou non des origines esclavagistes - sont très fréquentes. Le commerce historique d'esclaves dans le désert transsaharien a été décrit à la fois par Segal (2001) et Austen (1979). Selon les estimations d'Austen, entre 1700 et 1880, l'Égypte a reçu 800 000 esclaves, contre 400 000 en Libye, 515 000 au Maroc, 100 000 en Tunisie et environ 65 000 en Algérie (Austen, 1979). Les esclaves, provenant de différents endroits de l'Afrique subsaharienne (y compris des régions correspondant aux actuels Niger, Mali, Soudan, etc.), étaient échangés comme une "marchandise humaine" et destinés à des endroits situés au nord du désert du Sahara, aux rives de la Méditerranée et au Moyen-Orient (Kehinde 2013). Les échanges historiques entre l'Afrique noire et le Maghreb et le reste du monde arabe ont eu un impact sur la manière dont la négritude est encore représentée et associée à l'esclavage dans cette région (bien qu'il y ait eu des esclaves européens au moins jusqu'au milieu du XIXe siècle). Aujourd'hui, les personnes de peau noire au Maghreb sont souvent assimilées aux descendants d'esclaves et sont donc conçues comme des êtres humains inférieurs. Les Maghrébins noirs sont généralement stigmatisés, marginalisés et discriminés (Blin, 1988 ;) au Sahara occidental, au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Libye et en Égypte. Toutes ces sociétés ont été historiquement concernées par la traite transsaharienne (également appelée la traite des esclaves arabes). Malgré la présence durable d'une proportion significative de personnes d'origine esclavagiste parmi les populations de ces pays et les preuves de discriminations à l'encontre de ces personnes ainsi que des étudiants et migrants subsahariens en transit (Timera 2009, Gross-Wyrtzen 2022), l'émergence de communautés noires se mobilisant et revendiquant l'égalité des droits est un phénomène relativement périphérique et récent. Les volumes édités par Pouessel (2012) ainsi qu'un autre par Menin offre un contexte historique transafricain éclairant l'Islam et la traite transsaharienne des esclaves qui permet de mieux comprendre les similitudes et les différences entre les Maghrébins noirs et les façons dont les activistes noirs d'Afrique du Nord s'engagent dans le post-esclavage et le racisme. En Afrique du Nord, l'histoire de l'esclavage a profondément façonné les perceptions de la négritude, de l'arabité et de la race. Par conséquent, les revendications des militants anti-esclavagistes se concentrent sur la lutte contre le racisme structurel mais aussi sur une variété de pratiques discriminatoires à l'encontre des citoyens noirs en ce qui concerne leur accès aux droits politiques, leur revendication de dignité et de reconnaissance sociale ainsi que leur accès aux emplois dans l'administration publique et leur représentation dans les médias. L'émergence récente de mouvements anti-esclavagistes/anti-racistes en Afrique du Nord coïncide avec la libéralisation des régimes politiques qui a résulté du printemps arabe après 2011.

I - A - TUNISIE

Le militantisme anti-esclavagiste en Tunisie a été quasi inexistant avant 2011 (Mrad-Dali 2005; 2015). En Tunisie, où la " population noire " est estimée à environ 10 à 15% de la population nationale, les mouvements antiesclavagistes ont cessé au moment de la révolution de Jasmin qui a secoué le pays et conduit à l'éviction du régime de Ben Ali en janvier 2011. Deux associations créées par des Tunisiens noirs ont joué un rôle important dans le mouvement antiesclavagiste tunisien : Adam et M'nemty. Adam, fondée en 2012, avait pour objectif de sensibiliser les populations noires du Sud de la Tunisie et d'améliorer leur condition sociale

(par la promotion de l'éducation) ainsi que d'amener le sujet du racisme dans les médias (télévision, presse, médias sociaux). L'association M'nemty (ou "mon rêve" en référence au discours de Luther King) - créée en 2013 par Saadia Mosbah, une femme noire tunisienne militante anti-esclavagiste - lutte contre les préjugés raciaux et les discriminations dont sont victimes les Tunisiens noirs, mais embrasse plus généralement un agenda antiraciste qui concerne également les immigrés africains en Tunisie (qui partagent des problématiques similaires de violences verbales et physiques) Mrad-Dali 2015). Les Tunisiens noirs se sont organisés pour contester les pratiques ségrégationnistes (par exemple, l'enterrement des Tunisiens noirs dans des "cimetières d'esclaves" distincts des autres cimetières). Par le biais de manifestations, de plaidoyers, de débats publics à la télévision, de communication sur les médias sociaux, de pétitions et de conférences, ces deux organisations, animées par des intellectuels, ont été particulièrement actives pour promouvoir la criminalisation du racisme dans l'agenda politique (Abdelhamid 2018). Le 9 octobre 2018, le Parlement tunisien a adopté une loi visant à criminaliser la discrimination raciale, rendant les discours racistes illégaux. En vertu de cette loi, les contrevenants peuvent être emprisonnés pendant un mois et condamnés à une amende de 1000 dinars pour avoir utilisé un langage raciste. Le 21 juillet 2020, le Conseil des ministres a approuvé un décret pour la création de la Commission nationale de lutte contre la discrimination raciale chargée d'appliquer la loi de 2018. Cette législation a été accueillie comme une révolution culturelle bien que les militants reconnaissent qu'il reste beaucoup à faire pour changer une société conservatrice.

I - B - MAROC

Le mouvement Black Lives Matter (BLM), qui a suscité des manifestations de solidarité dans des pays du monde entier, a eu très peu d'écho (quelques messages de solidarité en ligne) au Maroc. Cela montre bien à quel point les questions d'esclavage et de racisme sont passées sous silence (voire réprimées) (El Hamel 2019), alors que les Noirs marocains subissent les mêmes humiliations quotidiennes et la même sous-représentation politique que dans les pays voisins comme la Tunisie. Ils vivent dans des zones marginalisées du pays et sont confrontés à des discriminations liées soit à la couleur de leur peau, soit à leur passé salvateur (Blin, 1988). Au Maroc, des militants antiracistes, comme "Afrique Maroc" qui regroupe des Amazighs noirs, tentent de sensibiliser l'opinion publique, de modifier la langue et la politique éducative, de discuter de l'esclavage, des identités ethniques et nationales, ainsi que de nouvelles normes pour définir le racisme (Aïdi, 2020). En 2014, au Maroc, la campagne nationale "Mon nom n'est pas un nègre" a donné une visibilité publique à la question du racisme dans la société marocaine (Menin 2018). Le travail de Becker (2020) montre aussi la musique et les cultes des Gnawa comme un site important de l'identité noire marocain.

II - LE SAHEL OUEST-AFRICAIN

Comme en Afrique du Nord, le militantisme anti-esclavagiste dans le Sahel ouest-africain implique souvent aussi des références aux différenciations raciales (Thioub 2012). Depuis plusieurs décennies, les personnes d'origine esclavagiste du Sahel ouest-africain combattent l'esclavage et son idéologie en revendiquant le droit à la liberté, la protection de l'État et une reconnaissance sociale tant réclamée par les concitoyens. L'émergence d'actions collectives visant à organiser les descendants d'esclaves, à sensibiliser et à contester l'esclavage a été plus remarquable après la mise en œuvre des réformes démocratiques au début des années

1990. Ainsi, ces initiatives émancipatrices ont été stimulées par une deuxième vague de réformes visant à approfondir les processus démocratiques au niveau municipal à la fin des années 1990 et au début des années 2000. La mise en œuvre des réformes de décentralisation démocratique a généré des opportunités et des marges de manœuvre pour l'ascension politique des descendants d'esclaves, notamment en Mauritanie, au Mali, au Niger, au Sénégal, en Gambie et au Bénin (Nord).

II - A - MALI

Au Mali et au Niger, l'esclavage a été une institution centrale parmi les populations nomades (Fulani, voir Pelckmans 2012, Kel Tamasheq ou Tuaregs, voir Diallo 2018) ainsi que les populations sédentaires (par exemple Soninké, Kassonké, Dogon, Songhay, Bambara, Mandingue) (voir Keita 2009). Malgré son abolition par l'administration coloniale française en 1905, l'émancipation des esclaves a peu progressé alors que le Soudan français était sur le point de devenir la République indépendante du Mali (Giuffrida 2005). La première organisation malienne liée à l'esclavage a été créée par Ibrahim Ag Idbaltanat : le Groupement des Artisans Ruraux d'Intadeyni (GARI), une ONG basée à Menaka dans le nord-est du Mali. L'ONG se concentrait sur l'accès à l'éducation des noirs Kel Tamasheq (souvent appelés Bella ou Bellahs). En 1994 et 2006, d'autres intellectuels noirs Kel Tamasheq (dont Mohammed Ag Akeratane) ont fondé Tazolt et Temedt, deux associations anti-esclavagistes ayant pour objectif de promouvoir la représentation de leur communauté dans l'administration et les partis politiques. Temedt est une grande organisation de base (18 000 cartes de membres délivrées en 2007) qui mène des campagnes de sensibilisation par le biais de formations publiques, de forums, de discussions publiques, de reportages et de débats dans les journaux, de blogs, d'activités communautaires, de festivals culturels et d'opérations avec les forces de police pour libérer les individus réduits en esclavage dans les zones rurales. Ainsi, en 2008, Temedt a fait campagne pour la criminalisation de l'esclavage et a demandé des excuses officielles du gouvernement malien pour avoir toléré l'esclavage (Hahonou & Pelckmans 2011). Initialement concentré sur l'esclavage dans le Nord du pays, Temedt a commencé à élargir son ambition en aidant d'autres militants ou associations anti-esclavagistes s'occupant de l'esclavage dans les régions de Kayes, Sikasso et Ségou.

En 2017, des militants anti-esclavagistes soninkés au Mali et des membres de la diaspora soninkée en France ont fondé le mouvement Gambana (qui signifie "égalité" en soninké). Depuis, plus de 2 000 de ces "esclaves héréditaires" ont déclaré leur indépendance vis-à-vis de leurs maîtres et ont fui leurs villages pour s'établir dans de nouveaux "villages de liberté". Des cas récents de répression violente à l'encontre de militants anti-esclavagistes et de personnes d'ascendance esclave qui contestent leur statut social et s'opposent aux obligations qui leur sont associées (travail non rémunéré, humiliations quotidiennes, discriminations, ségrégation) ont montré que les maîtres d'esclaves ne sont pas prêts à renoncer à ce qu'ils considèrent comme leurs "droits traditionnels". Dans les villages où les personnes au statut d'esclave ont commencé à se rebeller, les soi-disant "maîtres" ont publiquement humilié les rebelles, les ont menacés, eux et leurs familles, les ont expulsés de leur maison, ont commis des violences et des tortures à leur encontre (Pelckmans 2020). En septembre 2020, Gambana a lancé une pétition adressée aux Nations unies pour protester contre le meurtre de quatre militants anti-esclavagistes par des membres de l'aristocratie locale dans la région de Kayes. Le mouvement Gambana se concentre sur l'utilisation des tribunaux maliens pour rendre

justice aux "esclaves" victimes de violences et demande une loi qui criminaliserait l'esclavage.

II - B - NIGER

Au Niger, l'association Timidria ("fraternité" en tamasheq) a été créée par Ilguilas Weila et d'autres militants noirs Kel Tamasheq, en mai 1991, dans le contexte de la libéralisation du régime politique nigérien (Tidjani Alou, 2000a). Timidria milite pour la reconnaissance des droits des personnes d'origine esclavagiste en tant que citoyens à part entière. Son objectif général est d'éradiquer l'esclavage au Niger. Timidria est présent sur tout le territoire nigérien avec des représentations régionales et des bureaux dans les communautés rurales et urbaines (Tidjani Alou, 2000b). Timidria affirme avoir environ 300 000 membres et sympathisants. L'association est principalement active dans les régions de Tillabéri et Tahoua, où ses membres s'engagent dans des activités de sensibilisation afin de combattre les stéréotypes sur les esclaves, de promouvoir l'éducation parmi les communautés les plus vulnérables, de s'engager dans des interventions humanitaires et de développement, et de fournir un soutien juridique aux victimes de l'esclavage. Timidria a joué un rôle clé dans la plus célèbre affaire de Hadijatou Mani Kourao contre l'État du Niger devant la Cour de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 2008, dans laquelle l'État du Niger a été condamné pour esclavage. À la suite des activités de Timidria, le gouvernement du Niger a adopté une législation anti-esclavagiste, criminalisant l'esclavage dans la loi nigérienne 2003-25, y compris les infractions verbales. Timidria a acquis une réputation crédible parmi les organisations de défense des droits de l'Homme au Niger et à l'étranger. L'association a connu des succès sur le front de la représentation politique des personnes d'origine esclave et de l'emploi dans l'administration locale des affaires publiques. Un certain nombre de militants de Timidria se sont engagés avec succès en politique et ont obtenu des sièges à l'Assemblée nationale ainsi que des sièges dans les conseils municipaux après les élections locales organisées en 2004.

II - C - MAURITANIE

L'esclavage en Mauritanie persiste tant chez les Négro-Mauritaniens (ou Afro-Mauritaniens, principalement Soninké, Haalpulaar et Wolof) que chez les Maures (ou Arabo-Berbères). L'antiesclavagisme mauritanien est surtout connu pour ce dernier groupe, dans lequel la dualité entre esclave et maître s'exprime généralement par des différences raciales : maîtres blancs contre esclaves noirs. Le premier mouvement antiesclavagiste de l'ère postcoloniale est un mouvement d'émancipation initié par des Mauritaniens d'origine esclavagiste en 1978, dans un contexte où l'esclavage était encore légal. Lancé par les élites du groupe des Haratines (affranchis), le mouvement El Hor (signifiant "émancipé" en arabe) a émergé clandestinement sous un régime dictatorial. Le mouvement visait à développer la conscience des Haratines, à lutter contre la ségrégation, à promouvoir l'éducation. Adoptant une rhétorique des droits de l'homme, El-Hor a exigé une législation pour abolir l'esclavage et a proposé des réformes islamiques afin de rétablir les esclaves dans leurs droits à la propriété, au témoignage et à l'héritage ainsi qu'au mariage. En définitive, le mouvement a porté la question de l'esclavage dans la sphère publique et même au niveau international. Il a contribué de manière significative à l'adoption d'un décret abolissant l'esclavage en 1981 ainsi qu'une réforme foncière permettant la propriété foncière des esclaves en 1983 (Salem 2009). En 1984, Messaoud Ould Boulkhier, membre fondateur d'El-Hor, est nommé Ministre du

Développement Rural. Ce leader politique charismatique de la cause haratine crée un parti politique en 1995, Action pour le Changement, qui promeut clairement la lutte contre l'esclavage et la promotion des Haratines. Mais, l'implication de l'élite d'El-Hor dans la politique du parti a généré une scission entre les pro-régime (minimisant l'esclavage) et l'opposition (critiquant l'absence d'actions concrètes contre l'esclavage). Un autre activiste anti-esclavagiste, Boubacar Ould Messaoud, a lancé une ONG appelée SOS Esclaves en 1995. SOS Esclaves mène des opérations de lutte contre l'esclavage (libération par la force de personnes asservies à leurs maîtres) et apporte un soutien aux victimes pour faciliter leur réinsertion dans la société. L'ONG a particulièrement bien réussi à attirer l'attention et le soutien de la communauté internationale sur la cause des Haratines en Mauritanie. L'Initiative pour la résurgence d'un mouvement abolitionniste (IRA-Mauritanie) a été fondée par Biram Dah Abeid en 2008 en réponse à l'absence d'action gouvernementale pour mettre en œuvre des lois anti-esclavagistes et à l'impunité dont jouit l'esclavage dans le pays. Depuis 2010, IRA documente l'oppression exercée par les institutions étatiques contre les militants anti-esclavagistes (détentions et arrestations arbitraires, harcèlement judiciaire, torture, etc.) En 2013, Biram Dah Abeid, le plus éminent des militants anti-esclavagistes, a reçu le Prix des droits de l'Homme des Nations unies pour son engagement en faveur de la cause des Haratines. Il s'est également fait connaître (et condamner) dans le monde arabe pour avoir brûlé les manuels juridiques du Coran qui font la différence entre maîtres et esclaves. Mais en Mauritanie, d'autres communautés, comme les Peuls, ont aussi leurs mouvements d'émancipation, par exemple Saafaalbe Hormankoobe (Leservoissier 2005) et Gambana-AREMPES chez les Soninkés.

II - D - SÉNÉGAL

Le Sénégal ressemble à ses voisins sahéliens à bien des égards en ce qui concerne l'esclavage africain interne, mais en tant que pays côtier il doit également faire face à l'histoire de l'esclavage transatlantique. Actuellement, les mouvements les plus connus au Sénégal sont une branche du mouvement Soninké, Gambana, ainsi qu'un mouvement appelé Endam Bilaali dans la "Vallée du Fleuve Sénégal", un mouvement dans les communautés de langue pular, qui vise l'émancipation des "descendants de Bilal", qui était l'esclave du prophète et son assistant dans la mosquée. Mamadou Sy (qui a également décrit ce mouvement pour la localité spécifique de Diomandou dans le bassin du fleuve Sénégal (conférence Bamako décembre 2021). L'historien Ibrahima Thioub a fondé à l'université de Dakar le " Centre Africain de Recherches sur les Traites et l'Esclavage ", qu'il dirige aujourd'hui. Lui et plusieurs autres chercheurs, comme Abderamane Ngaïde (2012), liés au centre, ont effectué un travail important sur l'histoire de l'esclavage, mais aussi sur certains mouvements qui s'attaquent à ses séquelles, comme le mouvement d'Endam Bilaali, sur lequel ils ont également réalisé un film documentaire.

II - E - NORD BÉNIN

Le terme Gando désigne les esclaves de la société Baatombu (également appelée Bariba), un ancien royaume situé dans l'actuel nord-est du Bénin (appelé Borgou) et dans le nord-ouest du Nigeria. Gando est un terme générique qui regroupe les individus de statut d'esclave chez les Boo, les Baatombu et les Fulani. Malgré l'abolition officielle de l'esclavage en 1905 et la création de quelques villages de liberté, l'administration coloniale a longtemps toléré diverses

formes d'esclavage interne (voir par exemple Hardung 1997). L'esclavage a continué au-delà du colonialisme et l'esclavage des enfants considérés comme des sorciers est encore vivant de nos jours dans le Nord du Bénin (Hahonou et Strandsbjerg 2009). Dans les années 1980, le régime national a donné une impulsion au changement social pour les groupes marginalisés en permettant des rassemblements culturels et des séminaires linguistiques. D'abord alliés aux Peuls au sein d'une organisation regroupant les locuteurs fulfulde, les Gando ont créé leurs propres mouvements au début des années 2000. Par ailleurs, le redécoupage territorial associé à la décentralisation démocratique a permis à des groupes minoritaires constitués de personnes d'ascendance esclavagiste comme les Gando de devenir des groupes majoritaires localement et certains d'entre eux ont remporté de nombreuses municipalités dans le Nord du Bénin. Depuis lors, toutes les campagnes électorales dans la partie nord du pays mettent en avant l'identité gando, les injustices subies par les Gando et leur manque de représentation politique (voir Hahonou 2008 et 2009). Les élites politiques gandos ont également réussi à obtenir des sièges au parlement national et dans divers ministères (Hahonou 2008 ; voir aussi son film). Malgré les succès politiques et économiques, certains Gando continuent de souffrir d'un manque de considération de la part des autres groupes.

III - AFRIQUE CENTRALE FRANCOPHONE

Malgré l'existence de pratiques esclavagistes et post-esclavagistes résiduelles attestées par des travaux ethnographiques, il n'existe pas beaucoup de littérature qui (re-)présente les mouvements anti-esclavagistes au Tchad et au Cameroun. Les héritages contemporains de l'esclavage fondé sur l'ascendance restent très difficiles à traiter dans ces pays, qui ont une longue histoire de régimes répressifs, de conflits et de chaos, ce qui semble créer peu d'espaces pour que les mouvements sociaux puissent s'exprimer et revendiquer leurs droits et leurs agendas.

III - A - TCHAD

Colosio (2016) a documenté un groupe, appelé Yalnas, qui, à sa manière, essaie de contourner les stigmates de son histoire liée à l'esclavage. Certaines associations, comme l'ARED (l'Association pour la Re- insertion des Enfants et la Défense des droits de l'Homme), qui font partie du G5 Sahel, s'attaquent aux pires formes d'exploitation contemporaine, par exemple la traite des enfants, mais le lien avec des histoires d'esclavage plus anciennes et les héritages de l'esclavage fondé sur l'ascendance ne sont pas toujours aussi clairs.

III - B - CAMEROUN

Pour le Cameroun francophone, Ahmadou Sehou et les personnes de son centre comme Adam Mahamat et l'Université de Ngaoundere effectuent un travail intéressant, mais il s'agit surtout d'un travail historique sur l'histoire de l'esclavage dans les chefferies Fulani. Néanmoins, Adam a également présenté un travail comparatif sur le Tchad et le Cameroun et sur les raisons pour lesquelles les dogari (gardes) de la chefferie peule de Rey-Bouba dans le nord du Cameroun sont fiers de leur rôle d'anciens esclaves et d'assistants de leurs (anciens) maîtres (Adam 2012 and 2020).

IV - AFRIQUE AUSTRALE ET OCÉAN INDIEN

L'esclavage basé sur l'ascendance et ses héritages à Madagascar ont été clairement documentés par plusieurs chercheurs travaillant dans différentes communautés (Somda, Regnier & Somda, Evers). Malgré l'importance de l'esclavage et du post-esclavage à Madagascar, la question reste taboue car les stigmates du passé esclavagiste persistent dans la société malgache. Aucune mobilisation des descendants d'esclaves n'est actuellement signalée (Regnier et Somda, 2018) bien que des initiatives collectives aient été initiées dans les années 1970 (par exemple, le mouvement marxiste Zoam fondé par des descendants d'esclaves malgaches, voir Gardini 2015). Au lieu d'actions collectives, la plupart des descendants d'esclaves à Madagascar semblent principalement adopter des stratégies individuelles ("ré-ancestralisation" et mariages mixtes avec des descendants libres) pour échapper à la stigmatisation, la discrimination et la marginalisation liées à leur statut d'esclave. Néanmoins, dans certains groupes ethniques, leur statut social inférieur continue de se manifester par rapport à leurs sites de sépulture, une caractéristique difficile, mais pas impossible à changer, comme décrit par Evers (2002).

V - TRANSMISSION DE LA MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE

Les activités collectives soutenues des mouvements anti-esclavagistes se sont avérées avoir un impact significatif sur la législation et la politique dans divers pays africains. Elles ont contribué avec succès à la criminalisation de l'esclavage dans un certain nombre de pays (par exemple en Tunisie, en Mauritanie, au Niger). Outre leurs activités visant à transformer la légalité de l'esclavage, les mouvements antiesclavagistes africains contribuent à la transformation de sa légitimité en sensibilisant et en stimulant les débats dans la sphère publique. Ils deviennent ainsi des acteurs démocratiques importants dans plusieurs contextes nationaux (Bénin, Mauritanie, Niger, Sénégal) où les militants anti-esclavagistes ont accédé à une représentation politique à différents niveaux (conseils municipaux, Parlement, gouvernement et administration régionale). Ces nouvelles forces politiques ont introduit des luttes idéologiques dans la politique africaine en mettant les questions de l'esclavage et du racisme au premier plan des agendas politiques.

Il y a également un changement d'échelle et de collaboration, et je donne ici 3 exemples. En mars 2016, un réseau d'associations de lutte contre le racisme a lancé la campagne antiraciste internationale "Ni serfs, ni nègres : stop, ça suffit" au Maroc, en Tunisie, en Algérie et en Mauritanie (Menin, 2018). Toujours au Sahel, le réseau dit 'le G5 Sahel contre l'esclavage' est un réseau combiné de mouvements anti-esclavagistes en Afrique de l'Ouest qui ont décidé d'unir leurs forces et de s'engager dans un partage et un échange explicite d'informations, de formes d'activisme, etc. Les associations qui se sont organisées en ce réseau du G5 Sahel sont par exemple l'IRA (initiative pour la résurgence de l'abolition) en Mauritanie, Timidria au Niger, TEMEDT au Mali. Enfin, le réseau Gambanaaxu Fedde est une fédération de plusieurs mouvements nationaux ou régionaux, tous axés sur l'esclavage fondé sur l'ascendance dans le groupe ethnique spécifique des Soninkés. Gambanaaxu Fedde est un réseau qui englobe des mouvements de 5 nations : Gambie, Sénégal, Mauritanie, Mali et Guinée. Certains pays ont plusieurs mouvements dans la même communauté, en raison de désaccords internes (par exemple le Mali), mais ils collaborent finalement vers le même objectif.

Cela indique que les mouvements antiesclavagistes émancipés, habituellement plutôt organisés au niveau régional ou national, s'internationalisent de plus en plus et ont commencé à aborder la question à un niveau plus élevé de réflexion et d'action. En général, cela a généré une plus grande attention du public à la violence contre les Africains subsahariens et a revitalisé le débat sur la discrimination et/ou la négritude, le racisme antinoir et ses liens avec l'histoire de l'esclavage.

VI - LES MÉMOIRES ET LES HÉRITAGES DE L'ESCLAVAGE AFRICAIN

Dans la plupart des cas, le rôle et le mérite des mouvements antiesclavagistes/antiracistes semblent être de sensibiliser les gens et de les amener à "penser différemment ou de manière plus critique" à des questions qui ont longtemps été considérées comme acquises. Dans le monde universitaire, les historiens ont, depuis les années 1970, fourni un certain nombre de publications sur l'esclavage interne africain, mais l'étude des formes contemporaines africaines d'ascendance fondées sur et/ou héritées de l'esclavage interne a longtemps été considérée comme un angle mort des sciences sociales (Botte 2000 : 8). Depuis la fin des années 1990, un nombre croissant d'études sur les héritages de l'esclavage a émergé, avec un accent particulier sur l'Afrique de l'Ouest francophone (Botte 2005 ; Rossi 2009 ; Lecocq et Hahonou 2015). Ces études montrent la résilience des pratiques d'exclusion fondées sur l'histoire de l'esclavage interne dans les contextes africains post-esclavagistes. Ces travaux s'intéressent aux transformations de l'esclavage interne africain et à la manière dont les descendants d'esclaves et les descendants de maîtres font face à ces transformations, avec un accent particulier sur l'Afrique de l'Ouest. Leur travail démontre (et pourrait avoir contribué à) la prise de conscience et la résistance active contre les pires formes d'esclavage et ses vestiges par les citoyens africains dans différents endroits.

La recherche sur les héritages de l'esclavage en Afrique lie souvent de manière explicite l'histoire de l'esclavage aux situations post-esclavagistes. Pour l'Afrique de l'Ouest, Thioub (2012) fournit une explication de la survie de l'esclavage, à la fois comme héritage et comme ensemble de pratiques, dans la sous-région. En dépit de leurs idéaux anti-esclavagistes proclamés, les gouvernements coloniaux et post-coloniaux ont eu besoin du soutien des groupes dominants au niveau local. Pour cette raison, les gouvernements successifs étaient peu enclins à mettre en œuvre des lois antiesclavagistes ou des dynamiques sociales qui auraient remis en cause l'hégémonie sociale et politique des aristocrates. De cette manière, l'idéologie de l'esclavage, l'idéologie de la race et la légitimité de l'esclavage africain ont été perpétuées. Cela a établi des modes de vie et des identités sociales qui ont persisté longtemps après la fin de l'esclavage officiel. Thioub soutient que non seulement les gouvernements ont nié l'existence de l'esclavage ou l'ont présenté comme bénin et archaïque, mais qu'ils ont promu un récit historique de la traite transatlantique des esclaves qui présente les populations africaines comme des victimes et tait leurs propres histoires d'esclavage, avec une participation active aux pratiques discriminatoires.

CONCLUSION

La stigmatisation qui lie certains groupes à l'histoire de l'esclavage et leur confère un statut social inférieur aujourd'hui est la principale question abordée par les mouvements antiesclavagistes africains contemporains. Dans de nombreuses régions d'Afrique, les descendants d'esclaves continuent de souffrir de stigmatisation et de discrimination lorsqu'il s'agit de questions d'héritage, de mariage, d'accès à la terre et à la propriété, d'accès à la représentation politique ou religieuse, ou simplement de reconnaissance sociale.

C'est la sensibilisation à grande échelle, au niveau local, dans les langues locales, auprès de populations souvent analphabètes et/ou très pauvres, qui constitue l'essentiel du travail de mémoire qu'effectuent les mouvements antiesclavagistes. Ils incitent à ne pas oublier l'histoire de l'esclavage et à ne pas accepter tous les héritages comme des faits acquis de la vie sociale dans les sociétés respectives des populations. Néanmoins, il est très difficile pour ces mouvements de surmonter les vulnérabilités existantes à tant de niveaux de leurs membres. Même si certaines personnes ont commencé à parler de leur histoire et à en être fières en tant que communautés liées au passé esclavagiste, d'autres ne voient pas comment se débarrasser de la stigmatisation et subissent des représailles pour ce travail de mémoire qui est considéré comme hautement traître par d'autres. Outre la sensibilisation, plusieurs mouvements anti-esclavagistes en Afrique francophone s'attaquent au cadre juridique et/ou à la (non) application de la loi contre l'esclavage.

Les cas de l'Afrique du Nord et de la région du Sahel suggèrent que l'amalgame entre race et esclavage a un impact particulier sur la manière dont l'esclavage et l'esclavage passé sont pensés, représentés et vécus aujourd'hui, et sur la manière dont ils sont combattus et contestés, ainsi que les façons dont certains aspects sont oubliés, mémorisés ou commercialisés. Cependant, il existe des variations importantes au sein des régions ainsi qu'entre les régions. Les formes internes d'esclavage n'ont pas affecté de la même manière toutes les parties du continent et n'ont pas déclenché des formes de résistance identiques. Cependant, la quasi-absence de mouvements anti-esclavagistes dans certaines régions ne signifie pas son insignifiance ou la disparition de ses héritages. Elle confirme seulement que la mobilisation collective a émergé davantage dans certaines régions par rapport à d'autres, mais ne doit pas nous faire oublier que des formes de mobilisation contre l'esclavage et ses héritages beaucoup plus modestes, voire individualisées et particulièrement discrètes, peuvent faire croire à son inexistence. Il est important de nous rappeler que de très nombreuses formes différentes de mobilisation existent également à côté des formes plus visibles de mobilisation collective et de commémoration.

BIBLIOGRAPHIE

Abdelhamid, M. (2018). *Les noirs en Tunisie après la révolution de 2011. Retour sur les prémices d'un mouvement contre le racisme*. EuroMesCo, 2018. Policy brief, 84.

Adam, M. (2020) « Une confrérie face à Boko Haram », In: E. Chauvin et al. (ed). *Conflits et violences dans le bassin du lac Tchad*. IRD Éditions, Marseille: 297-308.

Austen, R. A. (1979). « The trans-Saharan slave trade: a tentative census ». In: J. Hogendorn, H. G. (eds). *The Uncommon Market: Essays in the Economic History of the Atlantic Slave Trade*. Academic Press, New York, 1979: 23-76.

Becker, C. (2020) *Blackness in Morocco: Gnawa Identity through Music and Visual Culture*. MINNESOTA: UNIVERSITY OF MINNESOTA PRESS. <https://doi.org/10.5749/j.ctv1b0fvdg>. p. 304.

Botte, R. (1999) Riimaybe, Haratin, Iklan: « Les damnés de la terre, le développement et la démocratie ». In: A. Bourgeot (ed.). *Horizons nomades en Afrique sahélienne: Sociétés, développement et démocratie*. Karthala, Paris: 55-76.

Botte, R. (2000). *De l'esclavage et du daltonisme dans les sciences sociales: Avant-propos*. Journal des Africanistes, 70(1-2): 7-42.

Botte, R. (2005). *Les habits neufs de l'esclavage : métamorphoses de l'oppression au travail*. Cahiers d'études africaines, 2005/3: 651-666.

Colosio, V. (2016). *Memories and legacies of enslavement in Chad*. OpenDemocracy. <https://www.opendemocracy.net/en/beyond-trafficking-and-slavery/memories-and-legacies-of-enslavement-in-chad/>

Diallo, S. (2018). *The Truth about the Desert: Exile, Memory and the Making of Communities among Malian Tuareg Refugees in Niger*. Modern Academic Publishing, Cologne.

El Hamel, Chouki (2019) *Le Maroc noir, une histoire de l'esclavage, de la race et de l'islam*, Editeur La Croisée de Chemins.

Evers, S. (2002). *Constructing History, Culture and Inequality: The Betsileo in the Extreme Southern Highlands of Madagascar*. Brill Academic Publishers, Leiden.

Giuffrida, A. (2005). « Métamorphoses des relations de dépendance chez les Kel Antessar du cercle de Goundam ». *Cahiers d'études africaines*, 2005/3: 805-829.

Gross-Wyrtzen, L. (2022): "‘There is no race here’: on blackness, slavery, and disavowal in North Africa and North African studies". *Journal of North African Studies* : 1-31.

Hahonou, E. K. & L. Pelckmans (2011). « West African Antislavery Movements: Citizenship Struggles and the Legacies of Slavery ». *Vienna Journal of African Studies* (11, 20): 141-162.

Hahonou, E. K. (2008). « Culture politique, esclavage et décentralisation: La revanche politique des descendants d'esclaves au Bénin et au Niger ». *Politique Africaine* (111): 169-186.

Hahonou, E. K. (2009). "Slavery and Politics: Stigma, Decentralization and Political Representation in Niger and Benin". In: B. Rossi (ed.). *Reconfiguring Slavery: West African Trajectories*. Liverpool University Press, Liverpool: 152-181.

Hardung, C. (2009). "Curse and Blessing: On Post-slavery Modes of Perception and Agency in Benin". In: B. Rossi (ed.). *Reconfiguring Slavery: West African Trajectories*. Liverpool University Press, Liverpool: 116-139.

Kehinde, M. (2013). "Trans-Saharan Slave Trade". In: F. D. Bean & S. K. Brown (ed.). *Encyclopedia of Migration*. Springer, Dordrecht: 1-4.

Keita, N. (2009). Mythes et réalités de l'esclavage au Mali: Cas de Bamako, Kayes, Mopti, Gao et Tombouctou. Draft report Anti-Slavery International.

Klein, M.A. (2009). "Slave Descent and Social Status in Sahara and Sudan". In: B. Rossi (ed.). *Reconfiguring Slavery: West African Trajectories*. Liverpool University Press, Liverpool: 26-44.

Leservoisière, O. (2005), 'Nous voulons notre part!' Les ambivalences du mouvement d'émancipation des Saafaalbe Hormankoobe de Djéol (Mauritanie), *Cahiers d'études africaines* 179-180: 987-1014.

Lecocq, B. (2005). "The Bellah Question: Slave Emancipation, Race and Social Categories in Late Twentieth-century Northern Mali". *Canadian Journal of African Studies*, 39(1): 42-68.

Mrad-Dali, I.M. (2005). « De l'esclavage à la servitude ». *Cahiers d'études africaines*, 179 (3), 935-956.

Mrad-Dali, I.M. (2015). « Les mobilisations des «Noirs tunisiens» au lendemain de la révolte de 2011: entre affirmation d'une identité historique et défense d'une «cause noire». *Politique Africaine*, 4, 61-81.

Menin, L. (2018). Shadows of slavery part two: race, colour and origins in northwest Africa and the Middle East. OpenDemocracy. <https://www.opendemocracy.net/en/beyond-trafficking-and-slavery/shadows-of-slavery-part-two-race-colour-and-origins-in-northwest-africa-an/>

Malluche, D. (2021) Haratin activism between grassroots mobilization, NGO-ization and party politics. Paper presented at a conference on mobilization in Bamako, December 2021.

Messaoud, B. (2000). « L'esclavage en Mauritanie: De l'idéologie du silence à la mise en question ». *Journal des africanistes*, 70 (1-2): 291-337.

Pelckmans, L. (2011b). *Travelling hierarchies: moving in and out of slave status in a Central Malian FulBe network*. ASC, Leiden.

Pelckmans, L. & B. Lecocq (2022). Entry on 'Post-slavery', Cambridge Encyclopedia on African History.

Pelckmans, L. et al. (2021). Under the Radar: Descent-based Slavery as a form of Contemporary Slavery. The Republic.

Pouessel S. (2012). *Noirs au Maghreb. Enjeux identitaires*. Karthala, Paris.

Regnier, D. & Somda D. (2018). *Slavery and post-slavery in Madagascar: an overview*. HAL open science.

Salem, Z. O. A. (2009). "Barefoot Activists: Transformations in the Haratine Movement in Mauritania". In: S. Ellis & I. van Kessel (ed.). *Movers and Shakers. Social Movements in Africa*. Brill, Leiden: 156-177.

Segal, R. (2001). *Islam's Black Slaves: The Other Black Diaspora*. Farrar, Straus and Giroux, New York.

Tidjani Alou, M. (2000a), « Démocratie, exclusion sociale et quête de la citoyenneté: Cas de l'association Timidria au Niger », *Journal des Africanistes* 70(1-2): 173-196.

Tidjani Alou M. (2000b), « Courtiers malgré eux. Trajectoires de reconversion dans l'association Timidria au Niger », in: Bierschenk T. & J.-P. Olivier de Sardan, *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, pp. 279-304. Paris/Mayence: Karthala/APAD.

Timera, M. (2009). « Aventuriers ou orphelins de la migration internationale: Nouveaux et anciens migrants « subsahariens » au Maroc ». *Politique Africaine*, 3(115): 175-195

Thioub, I. (2012). *Stigmates et mémoires de l'esclavage en Afrique de l'Ouest: le sang et la couleur de peau comme lignes de fracture*. HAL open science.